

LA VERITE N'EST PAS DIFFICILE A LIRE ET A DIRE

C'est avec une vigueur très cordiale que je remercie mon camarade et correspondant J.P.C. pour l'envoi d'un précieux document précisant l'identité historique de l'Algérie française en 1957. Il s'agit d'un texte diffusé, cette année-là, à l'initiative d'un gouvernement de la IVème République française. Document destiné, à cette époque, à éclairer nos soldats de métropole, sur *les particularités réelles* de la terre dont ils allaient assumer la défense, ou plutôt la sauvegarde en tant que terre française.

Ma conviction est que ce document doit être gardé en *réserve prioritaire* par chacun d'entre nous. Il nous offre un argumentaire robuste et sain que nous pouvons opposer aux décérébrés qui, aujourd'hui, s'expriment comme des malades relevant de soins psychiatriques.

Malades d'une *repentance*, malades d'une *névrose de repentance*, qu'ils prétendent éprouver au nom de la France. Ils reprochent à la patrie commune, le grand siècle de l'Algérie française, auquel ils n'ont rien compris. Ils expriment, en conséquence, avec une volupté masochiste et au nom d'une gauche décérébrée, une velléité psalmodiée et répétitive de *repentance*, symptomatique avant tout d'une maladie : une altération profonde de leurs fonctions cérébrales supérieures. Celle-ci se situe à l'origine de formulations emphatiques et grandiloquentes, dépourvues de la plus petite assise historique.

Ils ne savent rien de l'histoire de l'Algérie. Ils ignorent tout de l'origine de la guerre d'Algérie. Ils ignorent l'importance qu'aurait tenue cette terre du sud de la Méditerranée, dans la sauvegarde des grands équilibres mondiaux.

En particulier, ils ignorent tout du rôle qu'aurait été celui de cette terre française dans l'harmonisation des relations entre les peuples européens d'Occident et les peuples africains.

Ce qu'ils reprochent à la France, c'est tout banalement d'avoir vécu. D'avoir vécu au XIXème et au XXème siècle, en assurant un éveil à la vie le meilleur possible des territoires et des peuples que le destin avait mis sous sa responsabilité.

En réalité, ils s'exhibent comme les échetiers permanents du gaullisme subversif, du gaullisme de prétention ou plutôt de formulation décolonisatrice. Ils ne veulent mettre en relief que la composante supposée libératrice des anciens conflits *coloniaux*. Ils prétendent, en effet, conférer encore au phénomène « indépendance » toute une richesse supposée et exclusive de *liberté conquise sur le pouvoir colonial*.

Ils observent néanmoins un silence obstiné sur la motivation réelle affirmée, proclamée et enseignée de la décolonisation en général et de l'abandon de l'Algérie française en particulier.

Cette motivation affirmée, proclamée et enseignée, s'exprime dans les décisions du capitalisme financier international, *de se défaire, de se délester*, ont-ils écrit, des peuples coloniaux.

Le capitalisme financier connaît encore une définition toujours actuelle, puisqu'aucune autre n'a été proposée depuis Jacques Marseille :

« *Une concentration et une fusion au niveau des grandes banques de tous les moyens qui permettent de contrôler la production* ».

Ce qui laisse supposer que ces états-majors concentrés au niveau des grandes banques, sont animés aussi de la volonté nécessaire d'organiser les circuits de consommation pour assurer une rentabilité enrichissante de cette production.

Pourquoi ce délestage économique du débouché colonial ?

Ils ont fait valoir une argumentation multiple, au sein de laquelle nous avons cru détecter deux axes argumentaires fondamentaux.

1. Les investissements mis en œuvre à l'intérieur du territoire algérien, étaient privilégiés, parce qu'ils étaient protégés voire conventionnés. Ils produisaient, certes, une valeur ajoutée. Mais celle-ci était nettement inférieure à la valeur ajoutée que procureraient ces mêmes investissements s'ils étaient réalisés en dehors de l'espace algérien. C'est-à-dire dans des conditions telles que la France n'ait pas à garantir la survie économique du peuple algérien.
2. « car » soutenait-on à voix basse, voire en silence, « les obligations fondamentales de sécurité sanitaire et alimentaire s'intégrant avec vigueur dans le concept plus général de couverture sociale, ont révélé leur coût énorme ».

Ils ont pris la décision d'un refus : celui d'assumer la protection sociale et sanitaire des peuples, que l'histoire avait placés sous la responsabilité de la France. Car l'argent qu'exigeaient cette promotion et cette couverture sociale ainsi que cette sécurité sanitaire, atteignait de tels niveaux que ceux-ci portaient atteinte à la sacrosainte valeur ajoutée espérée par les états-majors capitalistes, financiers français et internationaux.

Il y a 50 ans environ, dans cet esprit, Giscard D'Estaing a déclaré en substance à l'écrivain Jacques Laurent, que « *la France n'avait aucun intérêt économique à garder l'Algérie française* ».

On s'est empressé de refuser à l'Algérie française les délais nécessaires pour l'accomplissement de l'œuvre que notre patrie s'efforçait de mener à bon

terme : faire de cette terre du nord de l'Afrique, un territoire moderne.... européen.

Cet accomplissement n'était possible que sous une condition incontournable : instaurer en Algérie une laïcité telle qu'elle était vécue en France métropolitaine « à cette époque ». Car en France, à cette époque, la laïcité se révèle avoir été avant tout un moyen de permettre à ceux qui professaient une foi, de le faire librement, sous la condition incontournable de respecter les institutions mises en place par le peuple souverain. Il fallait donner vie en Algérie, à ce que nous prétendions obtenir, ce pourquoi nous nous sommes battus : démontrer aux musulmans la possibilité d'un *vivre ensemble* dans une société qui se serait attachée à atténuer d'abord et à faire disparaître ensuite, ce qui s'illustre comme un facteur très grave d'involution économique, à savoir les « *crispations confessionnelles* ».

C'était ça l'intégration d'hier en Algérie.

Ce sera ça l'intégration de demain en France métropolitaine et en Europe.

Nous y avons cru. Nous n'avons pas suivi De Gaulle quand il a déclaré, en substance dans son pauvre discours du 16 septembre 1959 « *que le destin des populations algériennes était d'être miséreuses* ».

Nous étions animés de l'espérance et de l'ambition de faire de la Méditerranée un pays qui aurait assuré, grâce à l'Algérie française, une plus grande proximité humaine d'abord, géopolitique ensuite, entre l'Europe et l'Afrique.

Se protéger contre les crispations confessionnelles c'était une nécessité hier. Aujourd'hui c'est urgent.

Permettez-moi de revenir sur ce document émanant du gouvernement de Guy Mollet que je joins à cette communication occasionnelle. Lisez-le, faites-le lire et révélez ainsi les mensonges sacrilèges dont fut victime, dont est encore victime, l'Algérie française.

Au nom de ce mensonge, on a pris le risque de soumettre le peuple français d'Algérie, le peuple pied-noir de toute confession, peuple français qui voulait rester français, à une *solution définitive*.

Notre volonté fut avant tout de protéger notre peuple contre un génocide qui aurait été accepté avec désinvolture par une majorité électorale du peuple français.

« *Un cri de souffrance de la patrie insultée, un cri de colère d'un peuple voué à une tuerie collective, voilà à partir de quoi doit se comprendre l'OAS... OAS, Organisation Armée Secrète, organe de combat prévisible destiné à protéger au mieux possible le peuple français d'Algérie. Parce que celui-ci n'était rien d'autre qu'une fraction vivante de la nation française qui refusait, insistons encore, la solution définitive à laquelle on voulait le condamner.*

L'OAS, aujourd'hui, ce n'est plus rien. Mais regardez, avec attention, l'histoire des Pieds-Noirs d'Algérie. Que resterait-il de leur passé, s'ils n'avaient pas l'OAS comme support historique de leur douloureuse combativité, de leur

volonté de rester Français ? Oui, qu'auraient-ils à se mettre sous la dent, les Pieds-Noirs d'aujourd'hui, leurs enfants et leurs petits-enfants, sans l'OAS d'hier ?

Expression d'une élite du peuple français de Métropole et d'Algérie qui hurlait son espérance dans la naissance et le déploiement de cet occident dont nous avons tant besoin pour rester ce que nous sommes encore. C'était ça l'OAS ».

Jean-Claude Perez

Avril 2013

L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle. 2012

Un des livres du cinquantenaire, à lire et à faire lire.

L'islamisme dans la guerre d'Algérie

Logique de la Nouvelle Révolution Mondiale, 2004

Le sang d'Algérie

Histoire d'une trahison permanente, 2006 ; 2^e édition

Debout dans ma mémoire

Tourments et tribulations d'un réprouvé de l'Algérie française, 2006 ; 2^e édition

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie

Stratégies et tactiques, 2006 ; 2^e Edition

Attaques et Contre-attaques

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie II, 2008

Editions Dualpha

Boite 37

16 bis rue d'Odessa

75014 PARIS

Tel. : 09 52 95 13 34 - Fax : 09 57 95 13 34

Mail : infos@dualpha.com

Site internet : www.dualpha.com

Vous pouvez prendre connaissance des deux interview accordées par Jean-Claude PEREZ :

- la première à Monsieur Olivier CAZEAUX : sur Internet tapez « OAS, le docteur PEREZ parle » ;

- la seconde, à Monsieur BESSOU dans le cadre de la préparation d'un film. Monsieur BESSOU a livré à Jean-Claude PEREZ tout le matériel de son exposé visible sur le site www.jean-claude-argenti-sauvain.com.